



Hannah Rae Armstrong

L'approche renouvelée de l'UE au Sahel : mettre en œuvre un pragmatisme fondé sur des principes

Réflexions du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Introduction

En novembre 2025, l'Union européenne a adopté une approche renouvelée au Sahel afin de préserver son engagement auprès du Mali, du Niger et du Burkina Faso¹. La rupture de ce partenariat fait suite à près d'une décennie de coopération en matière de sécurité et de développement menée par l'UE, marquée par une recrudescence de l'insécurité et des obstacles au développement. Les pays actuellement réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont vu porter au pouvoir des dirigeants militaires qui se sont tournés vers d'autres soutiens étrangers, notamment la Russie.

Fin avril 2026, l'offensive critique des insurgés au Mali a clairement montré que le soutien russe n'avait pas modifié le rapport de forces en faveur du Mali. Les forces de sécurité qui se sont emparées du pouvoir dans le centre du Sahel luttent encore pour défendre leur territoire contre les insurrections djihadistes qui s'infiltrent désormais rapidement au-delà des frontières vers les États littoraux. Pendant ce temps, d'autres indicateurs se sont considéra-

blement détériorés : la démocratie est en train de disparaître ; les frontières institutionnelles et géopolitiques sont dangereusement redessinées ; la société civile, les libertés civiles et les droits connaissent un nouveau creux.

L'Europe, qui n'est pas prête à se détourner d'une région qu'elle juge stratégique pour ses intérêts, a tout intérêt à adapter son approche. Une réinitialisation délibérée pourrait déboucher sur une relation plus conforme aux intérêts et aux valeurs des deux parties. Cette note d'orientation, s'appuyant sur une série de dialogues organisés par le Centre de compétence paix et sécurité de la FES en 2025-2026 et réunissant des dirigeants de la société civile, des décideurs politiques et des diplomates à Lomé, Cotonou, Dakar et Abuja, formule des recommandations visant à concrétiser les principes d'un engagement européen renouvelé auprès des trois États du Sahel central et des États côtiers de la sous-région environnante qui sont soit touchés par les retombées, soit exposés à ce risque.

1 Approuvé en novembre 2025 par le Conseil des affaires étrangères de l'UE. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14296-2025-INIT/en/pdf>

Points clés :

Une coopération en matière de sécurité – en particulier entre les États du Sahel central et les États côtiers – est indispensable pour endiguer l’expansion transfrontalière des groupes djihadistes. Cependant, des obstacles majeurs entravent cette coopération, notamment la sortie des États de l’AES de la CEDEAO, les différends bilatéraux entre voisins et le nombre considérable d’institutions qui se chevauchent et visent à renforcer la coopération². En réponse, la mutualisation des ressources des États de la région en matière d’approvisionnement et les capacités opérationnelles pourraient contribuer à combler les fossés creusés par les antagonismes politiques tout en renforçant les capacités à des coûts plus compétitifs. Au-delà de l’endiguement, les efforts visant à résoudre le conflit par le dialogue politique avec les insurgés ont peut-être été écartés par des régimes militaires, mais méritent une attention renouvelée de la part de l’UE, notamment compte tenu du soutien apporté par les coalitions nationales religieuses, la société civile et des communautés rurales. L’agenda « Femmes, paix et sécurité » a également connu un déclin significatif depuis que les relations avec l’Europe se sont détériorées : l’UE devrait envisager de poursuivre le travail de promotion de la participation des femmes, brusquement interrompu. Un thème qui n’a pas sa place dans les discussions sur la sécurité est celui de la migration.

L’UE considère à juste titre que son engagement en faveur du renforcement d’un ordre mondial fondé sur des règles, de la démocratie et des valeurs universelles constitue son avantage concurrentiel. Cependant, ses propres politiques récentes ont porté atteinte à ces valeurs, et de nombreux acteurs extérieurs proposent des alternatives compétitives. Pour tirer le meilleur parti de ses atouts, l’UE devrait clarifier et renforcer son approche diplomatique. Au-delà, l’Union pourrait encourager indirectement le rapprochement entre les pays membres de l’AES et les États de la CEDEAO en soutenant des projets d’infrastructures transfrontalières. Les rares exemples de pays démocratiques et stables méritent d’être reconnus et soutenus, dans la mesure où ils exercent une pression positive sur les pays de l’AES pour qu’ils s’éloignent du régime militaire. À cet effet, l’UE devrait demander au FMI l’annulation de la dette du Sénégal.

L’UE devrait continuer à œuvrer pour promouvoir les valeurs démocratiques et renforcer la gouvernance inclusive par l’intermédiaire des organisations de la société civile dans toute la région. Elle pourrait notamment renforcer les institutions africaines en soutenant la diffusion de cadres juridiques et normatifs qui, bien que peu connus, ont

beaucoup à offrir. Le soutien aux OSC devrait accorder la priorité aux organisations rurales et envisager d’assouplir les exigences bureaucratiques afin de faciliter la collaboration avec elles. Enfin, l’UE devrait considérer la souveraineté des données comme un besoin essentiel qui s’inscrit dans les ambitions de l’AES, et proposer des formations et des programmes de renforcement des capacités destinés à la société civile et aux institutions.

Sécurité

Une coopération pragmatique en matière de sécurité dans un environnement divisé

Le secteur de la sécurité est confronté à un dilemme, celui d’avoir trop d’institutions et une coopération insuffisante. Une solution pourrait être un mécanisme de coopération flexible pour la mutualisation des ressources : un encouragement à la coopération en matière de sécurité permettrait de réduire les dépenses et de renforcer les capacités opérationnelles et la collaboration entre les partenaires³. Il pourrait s’agir, par exemple, d’achats conjoints d’équipements tels que des drones de surveillance ou des 4x4, et d’accords de partage des capacités pour des opérations telles que l’évacuation médicale et l’évacuation des blessés. Les opérations pourraient impliquer deux ou plusieurs pays partenaires, partageant mais pas nécessairement une frontière.

L’UE, qui possède une solide expérience en matière de mutualisation des ressources, pourrait parrainer une réunion – éventuellement organisée par l’UA – invitant les États de la région ainsi que les institutions de sécurité à partager son expérience et à discuter de collaborations potentielles. L’Union pourrait ensuite mettre à disposition des fonds couvrant 10 à 20 % des budgets des initiatives bilatérales ou multilatérales. Cela ouvrirait la voie à une meilleure coopération entre les États de l’AES et de la CEDEAO, tout en renforçant les capacités de gestion des frontières au sein des États membres de la CEDEAO. Une coopération bilatérale en matière de sécurité entre les blocs est déjà en place dans des zones telles que la frontière entre le Sénégal et le Mali et celle entre le Ghana et le Burkina Faso. Renforcer ces efforts présenterait l’avantage supplémentaire d’inciter d’autres pays à suivre cet exemple.

² Ces dernières années, les institutions visant à répondre au besoin d’une meilleure coopération en matière de sécurité se sont multipliées, notamment l’Initiative d’Accra, le G5 Sahel, la Force multinationale conjointe (MNJTF), le Processus de Nouakchott, le Comité d’État-Major Opérationnel Conjoint (CEMOC), l’Unité de Fusion et de Liaison (UFL), le Centre africain d’études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), la force de réserve de la CEDEAO et la force militaire conjointe de l’AES. Elles ont donné peu de résultats : au-delà de la surabondance d’initiatives qui se chevauchent souvent, les antagonismes politiques et les insuffisances ou dépendances financières ont largement freiné leur potentiel.

³ La mutualisation des achats liés à la COVID-19 par les pays africains pour faire face à la pandémie, principalement sous l’impulsion de l’UA, constitue un précédent utile.

Dialogue politique avec les insurgés

L'objectif déclaré de l'UE visant à « renforcer le soutien aux initiatives de dialogue à travers le Sahel et la région au sens large »⁴ pourrait être consolidé par une vision plus claire des formes de dialogue nécessaires à la résolution des conflits. Les modèles antiterroristes excessivement militarisés doivent tôt ou tard céder la place à un dialogue politique avec les insurgés. L'UE devrait s'efforcer de maintenir cette question à l'ordre du jour.

Dans les pays de l'AES, le refus officiel des autorités d'engager le dialogue avec les insurgés va à l'encontre des appels répétés des organisations de la société civile, des autorités religieuses et traditionnelles, ainsi que des processus de dialogue nationaux tels que les Assises nationales au Mali, qui prônent justement cette approche⁵. Une cartographie des acteurs pourrait aider à identifier ceux qui méritent d'être soutenus et à définir les voies permettant de faire avancer leur programme à un moment critique où les États s'efforcent de s'approprier ou de réduire au silence ces efforts. Les ONG internationales telles que le Centre pour le dialogue humanitaire ou International Crisis Group, qui ont toujours plaidé en faveur du dialogue, méritent également un soutien continu ou renforcé.

Femmes, paix et sécurité

Jusqu'en 2021, l'UE et ses États membres étaient à l'avant-garde du soutien à l'agenda « Femmes, paix et sécurité » (FPS) au Sahel central. Grâce à une multitude d'initiatives, notamment de la part de la Norvège, de la Suède et du Danemark, les femmes ont pu progresser au sein des forces de sécurité et dans le cadre de projets de médiation⁶. Ces projets ont pris fin brutalement avec le ralliement du Sahel central à la Russie et à la mise en place de l'AES⁷. En conséquence, les femmes partenaires se sont retrouvées soudainement abandonnées. Depuis lors, l'agenda FPS a largement disparu des radars au sein du Sahel central. En effet, le rétrécissement de l'espace civique sous les régimes militaires sahéliens est « intrinsèquement lié au genre » : la politique autoritaire de ces régimes ferme toute voie par laquelle les femmes et les jeunes pourraient jouer un rôle significatif dans la sphère publique⁸.

La « nouvelle approche » de l'UE vise à maintenir un cadre pertinent en accordant une attention particulière à la garantie de la participation des femmes. Elle devrait soutenir, en particulier, les efforts visant à intégrer les femmes dans des sphères plus nombreuses et plus élevées de la stratégie et de l'exécution des affaires politiques et sécuritaires. Cela pourrait commencer, par exemple, par l'identification et la relance de projets qui donnaient des résultats prometteurs il y a encore quelques années.

Arrêtez de traiter la migration comme une question sécuritaire

Depuis plus d'une décennie, l'Europe aborde la migration en Afrique de l'Ouest comme un enjeu sécuritaire, allant à l'encontre des lois et normes régionales, qui mettent davantage l'accent sur les avantages économiques et humanitaires de la mobilité transfrontalière⁹. De plus, les politiques européennes sécurisant la migration à travers l'Afrique ont sapé la stabilité et rendu la migration plus meurtrière. Au Niger, la pression européenne visant à freiner la migration a déstabilisé l'économie du nord à un moment où celle-ci était vulnérable et a sapé les lois de la CEDEAO protégeant la mobilité transfrontalière ; au Sénégal, des forces de sécurité formées par l'UE pour la gestion des frontières ont été déployées pour réprimer des manifestations nationales ; la volonté de l'UE de freiner les traversées via la Méditerranée a « suralimenté » l'économie d'extorsion en Libye ; pendant ce temps, les migrants contraints d'emprunter des itinéraires plus longs et plus périlleux en raison de ces politiques sont exposés à des risques de mortalité plus élevés¹⁰. Les débats sur la migration ne devraient pas se dérouler sous le prétexte de la sécurité. Un nouveau discours sur la migration est nécessaire en Europe, fondé sur la reconnaissance de ses besoins en main-d'œuvre, en ligne avec les récentes déclarations et politiques espagnoles visant à régulariser 500 000 migrants.

Politique

Renforcer l'approche de l'UE à l'ère de la multipolarité

Tout d'abord, l'UE devrait désigner un ou plusieurs États membres pour remplacer la France à la tête de la politique au Sahel. Tout au long des récents bouleversements dans

⁴ Document conjoint du SEAE et de la Commission « Une nouvelle approche de l'UE pour le Sahel ». <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14296-2025-INIT/en/pdf>

⁵ Malgré la position officielle, les autorités seraient parfois en train de négocier avec des groupes insurgés, comme en témoigne la libération par le Mali, en mars 2026, de plus de 100 prisonniers dans le cadre d'un accord visant à mettre fin aux attaques contre les convois de carburant. « La libération de prisonniers djihadistes garantit une trêve pour les convois de carburant au Mali », Africa News, 23 mars 2026.

⁶ DANEDA, le PNUD, la Hanns-Seidel-Stiftung, Folke Bernadotte, la Norvège et la MINUSMA ont tous mené des projets qui ont pris fin brusquement.

⁷ Le déclin de la politique étrangère féministe dans ces pays s'est produit simultanément.

⁸ Ornella Moderan, La politique de la virilité au Sahel, ISPI, 12 février 2026, <https://www.ispionline.it/en/publication/virility-politics-in-the-sahel-230031>

⁹ Le langage utilisé dans le document sur la « nouvelle approche » confond clairement deux dynamiques totalement différentes : « la tendance dominante à la migration irrégulière et aux déplacements forcés de civils, principalement motivée par l'insécurité, la faiblesse de l'État de droit, le changement climatique, le manque d'opportunités économiques et la concurrence pour les ressources, crée de l'instabilité et met les perspectives de développement sous pression ».

¹⁰ Voir par exemple Managing Trafficking in Northern Niger, International Crisis Group, 6 janvier 2020 ; Andrei Popoviciu et José Bautista, « How an EU-funded security force helped Senegal crush democracy protests », AJ English, 29 février 2024 ; Wolfram Lacher et Jérôme Tubiana, « L'État extorqueur : comment l'UE aide la Libye à transformer les migrants en source de revenus », Le Monde diplomatique, septembre 2025.

la région et malgré le net recul de l'influence française, l'UE a conservé sa crédibilité et sa valeur en tant que partenaire privilégié. Cependant, la détérioration des relations entre la France et les pays de l'AES, ainsi que son passé colonial violent dans la majeure partie de la région, pèse sur les relations entre le bloc et ces pays. En effet, le manque de coopération de la France aurait été à l'origine d'un retard de plusieurs mois dans la publication de la « nouvelle approche » de l'UE¹¹. L'Allemagne et les Pays-Bas constituent de bonnes options : tous deux ont une compréhension approfondie des enjeux locaux clés, ont développé de solides relations bilatérales avec les pays du Sahel ces dernières années et ont établi des modèles d'engagement entre pairs qui correspondent mieux à l'importance accordée par l'AES à la souveraineté.

Deuxièmement, l'UE devrait s'efforcer d'être plus transparente quant à ses objectifs – qui sont naturellement fondés sur des intérêts – et moins didactique. Contraindre les acteurs du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à choisir un partenaire plutôt qu'un autre s'est avéré contre-productif, comme en témoigne la réaction de la plupart des États africains qui n'ont pas soutenu les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) condamnant la guerre menée par la Russie en Ukraine¹². Leur faire la leçon sur la malveillance russe est largement perçu comme une infantilisation et les Africains sont bien conscients que l'influence européenne peut elle aussi être malveillante.

Fragmentation et réconciliation régionale

La rupture entre l'AES et la CEDEAO pose de nouveaux défis à la diplomatie européenne. Les fermetures de frontières et les tensions entre les pays de l'AES et de la CEDEAO accentuent la pression sur des communautés déjà vulnérables dans les zones frontalières en conflit, à un moment où les extrémistes cherchent précisément à s'étendre et à recruter dans ces régions. L'UE n'a pas de rôle direct à jouer en tant qu'acteur de rapprochement en matière de dialogue interinstitutionnel ou interétatique – il appartient aux États et aux blocs de régler cela entre eux. Cependant, l'UE peut soutenir ce processus indirectement en ouvrant des voies de dialogue.

Cet engagement pourrait prendre la forme d'un soutien aux infrastructures transfrontalières favorisant la mobilité et la connectivité entre les États de l'AES et de la CEDEAO. Les projets d'infrastructure, dont le besoin se fait cruellement sentir, en particulier dans les zones frontalières rurales, présentent l'avantage particulier de rassembler les acteurs

et de les encourager à s'écouter mutuellement. Le corridor Cotonou-Niamey est un exemple de zone où des infrastructures sont nécessaires de toute urgence. Le financement de ces projets pourrait être assuré par l'initiative « Global Gateway » de l'UE.

Sauver le Sénégal

Le Sénégal, rare exemple positif de stabilité démocratique dans la région, joue également un rôle de passerelle précieuse – tant sur le plan diplomatique que sur celui des alliances en matière de sécurité – entre la CEDEAO et les États membres de l'AES¹³. Mais le pays peine à éviter la crise en raison d'une dette écrasante¹⁴. L'UE devrait demander au FMI d'accorder une remise de dette au Sénégal. Les négociations menées par la Chine avec l'Éthiopie sur la dette pourraient servir d'exemple à suivre. Au-delà de la stabilisation immédiate d'un partenaire clé, cette initiative revêt une importance plus large : aider des pays démocratiques comme le Sénégal à réussir et exercer une pression positive sur les pays de l'AES pour qu'ils s'engagent sur la voie de la démocratie.

Société civile et développement

Renforcer les institutions africaines

La CEDEAO et l'UA fournissent un ensemble de cadres législatifs et de normes très pertinents pour certains des défis les plus urgents auxquels la région est confrontée. Cependant, ces ressources sont souvent négligées et mal comprises, en particulier par les jeunes générations. Par exemple, la Convention de Niamey sur la coopération transfrontalière propose des outils pour la gestion des migrations, mais son taux de ratification reste faible¹⁵. De plus, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, basée en Gambie, est une ressource institutionnelle sous-utilisée pour la surveillance et la protection des droits de l'homme. Parallèlement, le Protocole de la CEDEAO sur la transhumance dispose d'outils utiles pour éviter les conflits à un moment où la crise pastorale est un facteur majeur de l'insurrection djihadiste.

Soutenir la diffusion et la mise en œuvre de ces ressources présenterait plusieurs avantages. Cela renforcerait les institutions régionales et continentales en contribuant à ancrer les normes et les droits au sein des organismes basés en Afrique, sapant ainsi les efforts des autoritaires visant à présenter les droits de l'homme comme des valeurs étrangères imposées. Cela déclencherait également une dy-

11 Entretiens, décembre 2025.

12 Infographie : Comment les pays africains ont-ils voté sur la Russie et l'Ukraine à l'ONU ? (mise à jour en février 2023) <https://developmentreimagined.com/africanvotesonukraine/>

13 En février 2025, le Mali et le Sénégal ont officiellement lancé des patrouilles militaires conjointes pour sécuriser la zone frontalière.

14 En 2025, le Sénégal a estimé que sa dette avait atteint 120 % du PIB. « La crise du Sénégal : pourquoi la restructuration de la dette pourrait être la moins mauvaise des options », The Conversation, 16 mars 2026, <https://theconversation.com/senegals-crisis-why-debt-restructuring-may-be-the-least-bad-option-276663>

15 Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey). https://au.int/sites/default/files/treaties/36416-treaty-0044_niamey_convention_african_union_convention_on_cross-border_cooperation_e.pdf

namique positive, en encourageant la participation citoyenne des jeunes, dont l'intérêt est essentiel pour faire progresser ces institutions et affiner leur travail.

Cela pourrait impliquer le recours à une agence de relations publiques africaine pour mettre en place une campagne sur les réseaux sociaux destinée aux jeunes afin de les sensibiliser aux cadres juridiques existants. Une autre méthode consisterait à mettre des fonds à la disposition des ONG, en particulier dans les pays de l'AES, pour des activités de diffusion, qui seraient versés par la délégation de l'UE au niveau national. Pour garantir un impact positif, il serait préférable d'éviter d'imposer la présence du logo de l'UE sur les communications.

Société civile et développement

Face à la recrudescence des coups d'État, des conflits violents et des modèles de gouvernance plus autoritaires, les espaces démocratiques et l'inclusion ne cessent de s'amenuiser. Dans les pays de l'AES, les organisations de la société civile opèrent sous une pression intense, tandis que les journalistes, les militants et les défenseurs des droits humains sont confrontés à des restrictions de leurs libertés et à des intimidations. Par ailleurs, même dans des pays côtiers comme la Côte d'Ivoire, qui ne connaît pas de conflit et est dirigée par des autorités élues, les dirigeants de la société civile affirment qu'ils sont moins impliqués dans les prises de décision nationales et font l'objet d'une plus grande méfiance que les années précédentes, alors que l'accent est mis sur la maîtrise des menaces et la préparation en matière de sécurité¹⁶.

Le soutien à la société civile peut être politiquement sensible ; des responsables de l'UE invoquent cela en privé pour justifier leur inaction¹⁷. Cependant, les dirigeants de la société civile ouest-africaine exhortent l'UE à faire preuve de plus d'audace en utilisant la coopération au développement comme un instrument stratégique de soft power. Une façon d'y parvenir serait de subordonner l'octroi de l'aide au développement à certaines conditions, par exemple en proposant le type d'aide que les pays demandent – infrastructures, énergie, eau, santé et emplois – sous la forme d'un ensemble de mesures incluant également un soutien à la société civile et aux médias. Alors que le gouvernement malien examine un projet de loi visant à taxer à hauteur de 10 % tous les fonds destinés au développement, les donateurs pourraient imposer leurs propres conditions dans ces négociations¹⁸.

L'approche renouvelée de l'UE reconnaît à juste titre que la fourniture de services de base – en particulier l'éducation, la santé et les infrastructures – est un catalyseur essentiel du développement qui nécessite des investissements supplémentaires. La coopération au développement devrait donner la priorité à la mise en place de soins de santé et d'éducation, en particulier dans les zones rurales. Avec des millions d'enfants non scolarisés en raison du conflit, la scolarisation d'urgence devrait être une priorité absolue. Les OSC locales font de leur mieux pour assurer une éducation d'urgence – par exemple, en recrutant des enseignants qui travaillent dans les langues locales afin de réintégrer les élèves dans le système éducatif formel ; elles ont un besoin urgent de soutien. Le soutien aux programmes de repas scolaires et à l'UNICEF pourrait également contribuer à répondre à ce besoin.

Il est notamment urgent de construire des liens avec les communautés rurales et de faire entendre davantage la voix des acteurs qui luttent seuls sur le terrain. Toutefois, de nombreuses organisations de la société civile rurales considèrent les exigences institutionnelles de l'UE en matière de partenariat, notamment l'enregistrement et la mise en place de systèmes comptables rigoureux, comme des obstacles. L'UE pourrait envisager d'alléger certaines de ces contraintes administratives pour elles.

Souveraineté des données

La collecte, l'intégration et la gestion des données sont destinées à jouer un rôle déterminant dans des secteurs clés, notamment la traçabilité transfrontalière, les systèmes d'alerte précoce, la prestation de soins de santé, la fiscalité, ainsi que les cartes d'identité et passeports biométriques. Pourtant, les institutions et la société civile manquent de connaissances et de capacités, ce qui alimente la dépendance vis-à-vis d'acteurs étrangers. Le Mali et le Burkina Faso, par exemple, se sont tous deux appuyés sur la société française Idemia pour gérer les centres de données biométriques dans le cadre de la modernisation des cartes d'identité. En 2023, les autorités maliennes ont accusé l'entreprise de refuser de transférer les données du système national de passeports à la suite de différends¹⁹. L'entreprise chinoise EMPTECH a depuis été chargée de concevoir et de fournir le nouveau passeport électronique de l'AES²⁰.

L'UE pourrait contribuer au renforcement des compétences et favoriser le transfert de technologies en proposant des formations en matière de renforcement des capacités institutionnelles et de la société civile axées sur la souveraineté des données. Cela aiderait à préparer les pays à la transition mondiale en cours dans le domaine de la gestion des

16 Entretiens, 2026.

17 Entretiens, 2025.

18 Communiqué du Conseil des ministres, République du Mali, 4 mars 2026.

19 « Le Mali transfère la confection de ses passeports de la France à la société chinoise EMPTECH », APA News, 17 octobre 2025.

20 Ibid.

données ; cela soutiendrait également de manière significative la détermination des pays de l'AES à poursuivre leur autonomie stratégique.

En conclusion, l'UE cherche à se repositionner au Sahel central en cette période de profonde turbulence. Les autorités comme la société civile continuent de percevoir l'en-

gagement de l'UE comme bénéfique, mais cherchent à renégocier certaines de ses conditions. Les recommandations formulées dans cette note d'orientation, issues d'une série de débats politiques de haut niveau réunissant des acteurs clés des pays de l'AES ainsi que des États de la CEDEAO, proposent des moyens d'y parvenir tout en servant à la fois les objectifs politiques régionaux et européens.

À propos de l'auteur

Hannah Rae Armstrong est conseillère politique spécialisée sur les questions de paix et de sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Imprint

Centre de Compétences Paix et Sécurité

Département Afrique

Friedrich-Ebert-Stiftung
Avenue des Ambassadeurs
Fann Résidence
25516 Dakar-Fann
Senegal

Coopération internationale

Anna Reuss

Auteure

Hannah Rae Armstrong

Design/Layout

Abdoul Malick Almaimoune

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite de l'éditeur, sauf pour de brèves citations dans des ouvrages et des comptes rendus critiques. Pour toute information ou demande d'autorisation, veuillez contacter la Friedrich-Ebert-Stiftung. Les "opinions exprimées" n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Publié en Avril 2026 par Friedrich-Ebert-Stiftung

© Friedrich-Ebert-Stiftung Centre de Compétences Paix et Sécurité, 2026

ISBN 978-2-490093-55-7

Nous contacter : ↗ [info\(at\)fes-pscc.org](mailto:info(at)fes-pscc.org)



Centre de Compétences Paix et Sécurité
Département Afrique